

“Ne pas autoriser les visites domiciliaires serait une erreur”

■ Jan Jambon, vice-Premier ministre N-VA, ne veut pas du “16, rue de la Loi” pour la prochaine législature. Ni pour lui, ni pour son parti.

■ Il revient sur l'actualité migratoire et soutient Theo Francken.

■ Jan Jambon veut débloquer le délicat dossier des visites domiciliaires.

Entretien Frédéric Chardon

Jan Jambon, le vice-Premier ministre N-VA, soutient à 100% Theo Francken dans ses récentes prises de position “dures” sur la question des migrants : les illégaux doivent être interdits d'asile en Europe. Toujours sur la question migratoire, le vice-Premier ministre N-VA lance aussi un avertissement au reste du gouvernement : laisser pourrir le dossier des visites domiciliaires serait une erreur...

Il va falloir trouver 4,6 milliards pour la confection du budget 2019. Le prochain conclave budgétaire de juillet s'annonce chargé...

Ce sera une question d'équilibre. Peut-on trouver 4,6 milliards? Oui. Mais peut-on le faire dans le respect de la croissance économique, dans le respect des besoins du marché de l'emploi? C'est cela, la vraie question. Faire un effort de plus de 4 milliards sans toucher à la croissance économique, cela va être difficile. Le déficit que l'on aura à la fin de la législature, en 2019 donc, c'est en fait la facture de tout ce qui est arrivé en 2016: le budget débloqué pour gérer la crise migratoire, soit environ 650 millions, les attentats à Bruxelles qui ont affaibli la croissance économique, le Brexit, qui a également eu un effet négatif sur la croissance...

Vous évoquez la crise migratoire et son impact budgétaire en 2016. C'est étonnant de voir à quel point le débat autour des migrants est intense aujourd'hui alors que l'afflux de réfugiés est moins fort qu'au début de la législature.

C'est parce que l'on parle de deux choses tout à fait différentes: en 2015 et 2016, nous faisons face à des gens qui recherchaient l'asile. Nous devions et nous voulions leur offrir cet asile. “Bed, Bad, Brood”, un lit, un bain et du pain. Pas de problème. Mais, aujourd'hui, le défi, c'est que nous faisons face à des migrants qui ne veulent pas demander l'asile en Belgique. Ces personnes font le choix de l'illégalité.

gration, propose à titre personnel que tout migrant illégal ne puisse plus réclamer l'asile sur le sol européen. Etes-vous sur la même ligne?

Je suis d'accord. Il faut casser le modèle économique des trafiquants d'êtres humains. Si l'on donne aux migrants la perspective qu'ils peuvent atteindre l'Angleterre via le réseau des passeurs, on n'y arrivera jamais. On doit tuer le modèle économique des passeurs, ce sont de vrais criminels.

En Belgique, le MR est en faveur de la création de centres en dehors des frontières européennes pour examiner les demandes d'asile. Au niveau européen, on en parle également. Vous approuvez cette idée?

Oui. L'idée de base est OK pour nous, mais il y a encore beaucoup de questions sur les modalités. Elles doivent encore se cristalliser dans les jours et les semaines qui viennent.

En lien avec la question migratoire : le dossier des visites domiciliaires. Où est-il passé? Charles Michel dit qu'il consulte, mais...

Dans ce gouvernement, on est à quatre. A un moment donné, les quatre partis étaient d'accord sur les visites domiciliaires. Mais on a mélangé tous les dossiers: les visites domiciliaires, l'affaire des Soudanais, etc. Et cela a mis quelques partis en difficulté pour poursuivre le processus d'adoption du projet. Je respecte cela mais je pense que l'on ferait une erreur en n'adoptant pas ces règles. Mais il est possible qu'à un moment donné le climat s'apaise, que le dossier puisse finalement être adopté à la Chambre. La N-VA est en faveur des visites domiciliaires. J'espère que l'on pourra retrouver un peu de bon sens.

La gauche francophone “se trumpe”, selon Charles Michel. Il réagissait notamment aux atta-

Theo Francken (N-VA), le secrétaire d'Etat à la Mi-

ques politiques après la mort du bébé kurde, Mawda.

Quand il y a une enquête, il faut attendre les résultats avant de tirer des conclusions.

Ici, les conclusions ont été immédiatement tirées par certains: on condamnait les policiers, la politique fédérale... Et puis on voit maintenant que ce drame n'avait rien à voir avec une "chasse aux migrants". Chaque véhicule qui refuse de s'arrêter après que la po-

lice le lui a demandé à plusieurs reprises doit être arrêté par des tirs dans les pneus.

Bart De Wever a dit que les parents de Mawda étaient coresponsables de ce drame...

Non, il a dit qu'il y avait aussi une part de responsabilité chez les parents. On sait que, quelque temps avant le drame, les parents avaient déjà tenté de passer en montant dans un camion frigorifique. Moi, je ne ferais jamais cela avec mes enfants, hein.

“Un Premier ministre N-VA? C'est du fantasme”

Le Parti populaire (PP) de Mischaël Modrikamen est à 7% dans les sondages. Il se revendique comme l'alter ego de la N-VA du côté francophone, il prétend incarner une droite décomplexée. Cette progression vous réjouit-elle, sachant que vous aviez dit que le PP était le parti francophone le plus proche de la N-VA?

Mischaël Modrikamen répète ça partout... J'avais exactement dit ceci: le PP et le MR sont les plus proches de la N-VA mais, si je dois faire un choix, je préfère le MR. Si le PP est à 7% dans les sondages, il est encore loin des 25% que le MR pourrait obtenir. Chaque parti peut essayer de grandir mais je ne pense pas que le PP a une taille qui lui permettrait de prendre part à une majorité gouvernementale. La N-VA n'a pas de contact avec le PP.

Le philosophe Philippe Van Parijs a affirmé dans “La Libre” que si la première langue en Belgique pour les échanges entre Flamands et francophones était l'anglais, cela réglerait le problème linguistique belge. Une bonne idée? Les professeurs travaillent dans des labos, les politiciens travaillent dans le monde réel. Et ce qu'imagine Monsieur Van Parijs est loin de la réalité: les néerlandophones sont au Nord du pays, les francophones au Sud, et Bruxelles est bilingue. Et cela va rester longtemps comme cela. On a une difficulté de bilinguisme que l'on voudrait résoudre par le trilinguisme? Ça ne marchera jamais.

On parle de vous comme futur Premier ministre après les élections de 2019. Imaginable?

Quel parti francophone irait dans un gouvernement dirigé par la N-VA? Aujourd'hui le MR est déjà attaqué en permanence. Vous imaginez le cirque à la Chambre si le Premier ministre était N-VA demain en plus? C'est du fantasme. Et moi, personnellement, je n'ai pas du tout l'ambition d'être Premier ministre. Premier ministre en Belgique, c'est un “hondenjob” (littéralement, un “travail de chien”, NdLR).

Mais si, par exemple, le PS revenait au pouvoir et que vous constituiez une majorité pour une nouvelle réforme de l'Etat, être Premier ministre d'un gouvernement chargé d'accomplir une telle mission, cela pourrait vous plaire...

En 2019, le confédéralisme sera dans le programme électoral de la N-VA. On va de nouveau tenter de réaliser cela, c'est clair. Le communautaire reste fort important pour nous.

Mais l'article 1 des statuts de la N-VA – l'indépendance d'une république flamande – c'est un peu comme la Charte de Quaregnon du PS qui évoque la lutte des classes: il s'agit juste de concepts irréalisables...

Oh, je ne sais pas si l'indépendance est tellement irréalisable... Il est vrai qu'aujourd'hui, en Flandre, il n'y a pas de majorité pour l'indépendance. Mais l'indépendance, ça peut aussi aller vite. On ne sait jamais ce qu'il peut se passer politiquement, tout peut s'emballer à un moment donné. Le confédéralisme serait déjà une bonne étape vers l'indépendance. Nous sommes des nationalistes dans le sens positif du terme. C'est l'ADN de la N-VA, ça n'a pas changé.